Robert MAILLET
30 boulevard de la Suane
Beauvallon Bartole
83310 Grimaud
Fax : 04 94 49 12 13
Mob : 06 07 36 37 81
Courriel : romaillet@wanadoo.fr

Grimaud, le 6 janvier 2012

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

*Monsieur le Président
De la République
Palais de l'Elysée
55 rue du fg Saint Honoré
75008 PARIS*

Objet : Difficultés rencontrées avec le Préfet du Var

Monsieur le Président,

Croyez bien que j'imagine l'ampleur de votre emploi du temps, tout particulièrement en cette période pré-électorale, pour l'année 2012, incontestablement très importante pour la France.

Je connais également l'ampleur du combat que vous menez pour la défense de notre économie et de l'emploi.

Je vous présente donc à l'occasion de cette nouvelle année tous mes meilleurs vœux de réussite dans cette énorme tâche et de bonheur et de santé à titre personnel.

Je souhaite vous instruire d'une difficulté très grave que nous rencontrons dans le Var en défendant, certes des intérêts privés (55 propriétaires), mais en défendant surtout les intérêts d'une commune.

Je vous avais déjà informé des difficiles rapports avec le Préfet du Var s'agissant du PLU du Rayol Canadel : il ne répond jamais aux lettres qu'elles soient simples ou RAR, qu'elles émanent de simples citoyens ou d'un avocat, il n'accorde pas de rendez-vous, il ne souhaite visiblement rencontrer personne !

Un Professeur de droit administratif de Perpignan, le Professeur Marcel Sousse, spécialisé dans la Loi Littoral et les sites remarquables a rédigé une étude très complète et objective de la ZAC de la Tessonnière faisant apparaître les évolutions de droit et de fait depuis vingt ans.

Cette étude a été transmise à Monsieur le Préfet et à Madame le Maire. Il s'agissait de leur fournir une nouvelle base de réflexion afin que les différents points de vue se concertent et déterminent la meilleure stratégie urbanistique pour la commune du Rayol.

Nous avons demandé à différentes reprises au Préfet qu'une réunion se tienne avec le Professeur Sousse celui-ci ayant largement démontré, dans sa consultation, que l'arrêt du Conseil d'Etat (sur lequel s'appuient le Préfet et le Maire pour déterminer l'inconstructibilité de la ZAC de la Tessonnière) était complètement dépassé (il n'aurait même jamais dû être rendu comme il l'a été, compte tenu de la position prise par le Commissaire du Gouvernement) et que le Maire et le Préfet prenaient un gros risque juridique en continuant à s'y référer.

Le Préfet a-t-il seulement étudié le mémoire du Professeur de droit que nous lui avons transmis ? Rien ne le laisse supposer.

Car la dernière intervention du Préfet s'avère totalement stupéfiante !

Pour être bien certain de l'orientation du Conseil Municipal qui devra donner son avis lors du vote du PLU Monsieur le Préfet a « convoqué » par le biais d'une invitation de Madame le Maire, l'ensemble du Conseil Municipal à la Préfecture.

A noter qu'il n'a pas voulu recevoir les représentants d'associations que Madame le Maire avait invités (qu'il a fallu décommander le jour même de la réunion prévue !), de sorte que les élus municipaux de cette commune de 350 habitants qui ont pu de se déplacer l'avant-veille de Noël à la Préfecture ont seuls rencontré le Préfet.

Le discours du Préfet tendait à inciter l'ensemble du Conseil Municipal à voter le PLU qui présenterait la ZAC de la Tessonnière en zone naturelle ! Allant jusqu'à brandir la menace du déféré préfectoral si le PLU présentait la ZAC de la Tessonnière en zone constructible (en prétextant toujours la référence à l'arrêt du Conseil d'Etat précité).

Est-ce là le rôle d'un Préfet ?

N'est-ce pas à la commune d'orienter sa politique d'urbanisation ?

Pourquoi le Préfet cherche-t-il à imposer que la ZAC de la Tessonnière soit une zone naturelle alors qu'elle est urbanisée de part et d'autre et viabilisée ?

La mission du Préfet se borne à vérifier la légalité du projet de PLU !

Pourquoi le Préfet passe-t-il outre la consultation du Professeur Sousse qui lui a été fournie et qui démontre qu'il y a de grandes chances qu'en cas de déféré par le Préfet du PLU présentant la ZAC de la Tessonnière en zone constructible l'Etat serait condamné ?

Pourquoi le Préfet tient-il tant à ce que la commune propose la ZAC de la Tessonnière en zone naturelle dans le PLU ? Pourquoi tient-il à laisser dépérir encore cette commune de 350 habitants qui est l'une des rares du Var à voir diminuer sa population ?

Le Préfet ne doit-il pas observer un devoir de réserve lorsqu'il s'agit d'une décision du ressort exclusif des élus d'une commune ?

Il est bien évident que Madame le Maire du Rayol se laisse entièrement manipuler, sans doute par souci de discipline, par le Préfet, pour le plus grand détriment de la commune, de ses habitants, de ses entreprises, etc...

Pour toutes ces raisons il m'a paru particulièrement urgent de vous alerter afin que le Préfet n'intervienne plus dans des décisions purement municipales.

Si le PLU proposant la ZAC de la Tessonnière en zone constructible ne lui convenait pas qu'il le défère devant la juridiction administrative. Qu'il en supporte seul les conséquences !

Il s'agit en l'occurrence de faire revivre cette petite commune, de mettre en valeur cette ZAC de la Tessonnière. Une vingtaine d'hectares viabilisés depuis vingt ans pour recevoir 70 constructions, déclarés inconstructibles : quel gâchis !

Il convient de recréer une dynamique à cette commune en lui donnant des perspectives d'emplois et de nouvelles activités qui seront le départ de son développement tant attendu !

Une étude de retombées financières et économiques a d'ailleurs été établie (je la tiens à votre disposition). Il en ressort succinctement que dans l'hypothèse de la construction de 70 villas on pourrait espérer un chiffre d'affaires de plus 70 millions d'euros qui générerait plus de 10 millions de recettes fiscales (nationales et locales).

Auxquels viendraient s'ajouter bien évidemment toutes les retombées annuelles difficilement chiffrables : prestations de service, commerce, entreprises, recettes fiscales, etc... et toutes les créations d'emplois s'y trouvant liées.

En résumé, les élus du Conseil Municipal ont déjà fort à faire avec leur Maire qui ne leur facilite pas la tâche (voir coupures du Var Matin jointes), les met souvent devant le fait accompli ce qui n'améliore pas la lisibilité de la gestion. Que le Préfet se tienne à l'écart ne les menace pas et ne tente pas de les orienter sur demande de Madame le Maire.

C'est, heureusement, en pure perte car ils ne sont pas dupes de ces manœuvres et ne sont pas de nature à se laisser influencer et ont été heurtés par le processus employé.

Voilà la communication que je souhaitais vous faire par le biais de cette lettre ouverte, le PLU de la commune du Rayol Canadel devant être voté très prochainement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma plus haute considération.

Robert Maillet